

## Vincent Eblé

Président du Conseil général de Seine et Marne

Melun, le 6 juillet 2004

Cher(e) camarade,

Comme je m'y suis engagé durant la campagne, je souhaite t'informer des grandes orientations que je mets en œuvre à la tête du Conseil Général de Seine et Marne.

Dès le lendemain de notre victoire il y a trois mois, nous nous sommes mis au travail. Car après vingt deux ans de majorité de droite, il était temps de donner un nouvel élan au Département et de tenir enfin compte des aspirations sociales de nos concitoyens.

J'ai donc voulu imprimer notre marque dès la séance du 25 juin dernier.

### **Dix mesures ont été décidées à cette occasion par les nouveaux élus.**

Elles s'articulent autour de trois orientations : d'abord plus de solidarité, ensuite une meilleure prise en compte des attentes des Seines-et-Marnais, enfin plus d'équité territoriale.

Ma première priorité est **la solidarité** à l'égard des plus fragiles. Qu'il s'agisse de la mise en place d'une aide à la restauration pour les collégiens issus des familles les plus défavorisées ou du rétablissement des crédits du Fond de solidarité logement et du Fonds d'aide aux jeunes pour compenser le désengagement de l'Etat, la nouvelle majorité entend donner la priorité à une politique sociale départementale. De même, dans le souci d'épargner les ménages les plus modestes, nous avons voté une motion demandant à l'Etat de renoncer aux augmentations tarifaires de la carte orange.

En second lieu, nous voulons **mieux répondre aux nouveaux besoins des seines et marnais**. Nous avons ainsi augmenté les aides du conseil général en faveur des modes d'accueil de la petite enfance, après douze années de stagnation, créé une aide spécifique pour permettre l'accueil des jeunes enfants handicapés et renforcé notre soutien aux associations sportives (+ 10%).

En outre la mise en place de l'agenda 21 sera un outil efficace pour mettre en œuvre une réelle politique participative de développement durable. Mieux défendre le bien être des habitants de notre département a d'ailleurs justifié le dépôt d'une motion relative aux couloirs aériens. Pour ne pas accroître encore les nuisances sonores, nous demandons l'application des textes ministériels existants, ni plus ni moins.

Enfin, soucieux notamment des besoins des communes rurales, nous entendons assurer **un développement équilibré et équitable du territoire**. Des crédits supplémentaires ont été inscrits en faveur des contrats ruraux (1,8 millions d'euros) et des contrats triennaux de voirie de (1,7 millions d'euros). En effet, si l'ancienne majorité avait mené une politique d'affichage à l'égard des communes concernées, elle avait tout simplement oublié de prévoir les budgets correspondants. En outre, le département met en place une aide pour accompagner le développement économique des franges rurales, en complémentarité du dispositif régional.

Dans un souci identique d'équité territoriale et afin de défendre le service public nous avons voté une motion s'opposant à la réduction de la présence postale territoriale dans nos communes.

Cette politique nouvelle n'est visiblement pas du goût de la droite. Incapable de voter contre des mesures espérées par la majorité de nos concitoyens, elle a préféré s'exonérer de la séance en refusant d'y participer. Ce comportement indigne du débat démocratique n'a pas suffi à empêcher une majorité unie et solidaire de mettre en œuvre les orientations pour lesquelles elle a été élue.

**Dans notre département de Seine-et-Marne, nous avons souhaité atténuer la politique de régression sociale à l'œuvre depuis 2002 au niveau national.** Ce n'est évidemment pas suffisant. Cela l'est d'autant moins que le Gouvernement Raffarin, sous couvert de transferts de compétences aux collectivités locales, leur assène de nouvelles charges sans leur donner les moyens de les assurer. De ce point de vue le projet de loi sur l'autonomie financière des collectivités, actuellement en navette au Parlement, est une véritable mystification.

Cette diminution annoncée de nos crédits et l'augmentation parallèle de nos responsabilités nous placera demain devant le terrible dilemme d'une hausse de notre fiscalité ou d'une baisse des prestations. C'est le piège dans lequel veut nous enfermer la droite.

C'est pour cela que, rompant avec nos prédécesseurs, nous voulons rétablir une gestion rigoureuse des deniers publics. C'est pour cela également que nous avons besoin de toi pour nous aider à défendre la politique départementale.

Voilà cher(e) camarade, le sens de nos premières décisions. Elles sont fidèles aux combats que nous, Socialistes de Seine-et-Marne, portons ensemble depuis de nombreuses années.

*Tu peux compter sur la ferme  
volonté de la nouvelle équipe  
qui ne cède pas*

*Amitiés socialistes*



**Vincent Eblé**  
Président du Conseil Général